

ANNN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 267
6 de junio de 1992
Managua



L'AMI AMERICAIN RAPPELLE LES REGLES DU JEU

Angel Saldomando

Managua, 3 juin. — Une nouvelle propre à donner des sueurs froides aux membres du gouvernement et de l'opposition est tombée le 31 mai : l'aide des Etats-Unis pour 1992 est momentanément suspendue. Un groupe de congressistes dirigé par le républicain Jesse Helms a fait bloquer le versement de 100 millions de dollars que le Nicaragua devait recevoir début juin. Si ces fonds ne sont pas approuvés en septembre, ils seront probablement déviés vers quelque pays d'Europe de l'est.

Selon les congressistes étatsuniens, il y aurait de bonnes raisons pour suspendre l'aide au Nicaragua, la meilleure étant que le gouvernement ne tient pas ses promesses. Il n'a pas assez "désandinisé" l'Etat, les Forces armées et l'économie. Dans les milieux républicains, on estime que les sandinistes ont gardé trop de pouvoir et que cela entrave les progrès en matière de démocratie et de libéralisation de l'économie. Cette opinion a été renforcée par les conflits internes au sein de la coalition gouvernementale, en particulier entre le président de l'Assemblée Alfredo Cesar et l'homme fort du gouvernement, Antonio Lacayo. A. Cesar a offert des arguments aux congressistes en leur martelant, aux cours de ses voyages répétés aux Etats-Unis, que le gouvernement pactisait avec les sandinistes et leur faisait des concessions exagérées. C'est ainsi que sont présentés les accords sur la privatisation passés avec les syndicats, le maintien d'Humberto Ortega à la tête de l'armée et les réunions menées entre le gouvernement et la direction du FSLN.

DONNANT DONNANT

Cette conjoncture critique entre le gouvernement nicaraguayen et une partie du système politique des Etats-Unis met en évidence la situation de profonde dépendance économique et politique du Nicaragua. Jusqu'à avril 1992, les Etats-Unis ont accordé à ce pays 581 millions de dollars, canalisés par l'AID. Une majorité était destinée à la stabilisation, l'autre, bien inférieure, à des projets d'aide. Les fonds destinés aux importations indispensables et à celles qui ont servi à créer un climat de consommation et d'apparente récupération permettent au gouvernement de garnir la vitrine de la stabilisation. De cette même source proviennent les fonds utilisés pour amortir le coût social de la politique économique (crédits, aide d'urgence, projets sociaux). En un mot, les Etats-Unis représentent le principal ballon d'oxygène qui maintient en vie le gouvernement et l'économie. Une telle dépendance confère un pouvoir au donateur que celui-ci utilise à fond pour intervenir dans la

SOMMAIRE

L'AMI AMERICAIN RAPPELLE
LES REGLES DU JEU

AU NOM DE NOS ANCIETRES

SEMBRANDO UTOPIA

LE FMLN S'ADAPTE AUX TEMPS
NOUVEAUX

CUBA: PARIER SUR LA VIE

REPRESSION ET RESISTANCE A
HAITI

LES ONG SUR LA SELLETTE

LE DERNIER ARRET AVANT RIO

CONFERENCE DE RIO: LES
MYTHES DU DEVELOPPEMENT
COMPATIBLE

LA PROPOSITION DU NICARA-
GUA A RIO

EN BREF

40 P 11481



situation politique nicaraguayenne. Les contrats de coopération ne sont passés qu'à certaines conditions, même si celles-ci ne sont que peu évoquées publiquement. Ce sont ces conditions discrètement imposées que le sénateur J. Helms est en train de rappeler bruyamment à A. Lacayo.

Les Etats-Unis ont su s'assurer de relais politiques locaux pour faire pression sur le gouvernement nicaraguayen lorsque celui-ci manifeste des velléités d'indépendance. C'est pour cela que "l'ami américain" a toujours mené un double jeu, combinant l'appui au gouvernement et l'appui aux secteurs les plus récalcitrants. Les exemples se sont succédés depuis deux ans : soutien à Godoy avant qu'il ne perde pied, soutien au mouvement des maires et maintenant à A. Cesar, souvent utilisé depuis l'époque où il faisait partie de la direction de la contra.

Les conditions de l'aide ne sont plus un secret pour personne: réforme de l'économie et de l'Etat pour établir l'hégémonie du marché et du secteur privé. Cela suppose de réduire l'influence sandiniste à tous les niveaux de la société et de l'Etat. Cette réforme a avancé assez vite excepté en deux points : la restructuration de l'armée et la réduction de l'influence sandiniste dans les organisations sociales. Pour la droite dure, aux Etats-Unis comme au Nicaragua, cette pilule est d'autant plus difficile à avaler que tolérer aujourd'hui le sandinisme implique une possibilité de le voir revenir au pouvoir. Pour les conservateurs des deux pays, ce thème obsessionnel a plus à voir avec ce que le sandinisme représente dans leurs fantasmes qu'avec ce qu'il est actuellement en réalité.

LE SANDINISME A LA RESCOUSSE

Les sandinistes ont aujourd'hui pris leurs distances avec tout projet révolutionnaire, même s'ils continuent à représenter les intérêts sociaux contraires au modèle imposé. Pourquoi alors de telles pressions de la part des Etats-Unis? Sans doute à cause de la conviction que, malgré toutes les réformes engagées, l'hégémonie politique n'est pas encore assurée. Si les Etats-Unis s'inquiètent, les principaux protagonistes nicaraguayens, le gouvernement et le FSLN, également. Même si le programme économique n'est pas immédiatement affecté par la suspension de l'aide, selon les déclarations du gouvernement, et même s'il est difficile d'imaginer un abandon total de la part de la Maison Blanche, deux problèmes se posent. La crédibilité du gouvernement pourrait être sérieusement ébranlée ainsi que son plan de stabilisation, à moyen terme. Or, le gouvernement comme Washington ont intérêt à une restauration réussie du capitalisme dans la région.

Du côté de l'opposition, la préoccupation n'est pas moindre. Il deviendrait encore moins aisé de justifier la politique de dialogue avec le gouvernement si les priorités économiques l'obligeaient à adopter des positions rigides. Les députés sandinistes ont donc répondu comme un seul homme à l'appel de la présidente Chamorro pour réclamer de l'Oncle Sam qu'il tienne ses promesses. Pour le moment donc, l'entente gouvernement-opposition se maintient, renforcée par la menace des ennemis communs : A. Cesar et les républicains

étatsuniens. Mais si les pressions montaient, cette entente pourrait éclater.

Dans quels domaines le gouvernement pourrait-il lâcher du lest pour neutraliser les pressions extérieures et intérieures? Tenter de transformer l'armée pour satisfaire la droite dure mettrait en danger la stabilité institutionnelle si péniblement préservée. Accélérer l'application du calendrier politique compromettrait son acceptation par le FSLN et pourrait ranimer les tensions alors que les *revueltos* sont à peine calmés. Sur le plan économique, l'essentiel est fait mais il reste à terminer et consolider les transformations, ce qui devrait se faire en 93. Peu de lest à lâcher de ce côté-là. Le gouvernement s'efforce au maximum d'offrir des garanties, mais les secteurs récalcitrants exigent des actes et des résultats visibles tels qu'une réforme en profondeur de l'armée, de la police et de la Constitution. La principale faiblesse du pouvoir face à cette situation est de ne pas bien connaître les détours de la politique étatsunienne et de n'avoir pas cultivé de bonnes relations avec les lobbys et les groupes nicaraguayens influents de Miami, dont beaucoup sont mêlés à la bourgeoisie financière et commerciale.

On ne sait pas encore jusqu'où iront les pressions. Il ne convient ni à la Maison Blanche ni à l'AID que le jeu se prolonge car il déboucherait sur un constat d'échec, une perte de temps et d'argent. Dans les semaines qui viennent, on devrait savoir s'il y a des changements réels dans les relations avec les Etats-Unis ou s'il ne s'agit que d'une escarmouche de plus. Pour le moment, les conséquences sur le plan national sont quelque peu paradoxales. L'inquiétude face à un éventuel gel de l'aide a favorisé la constitution d'un front commun des demandeurs, qui en oubliant leur discussion sur l'utilisation des fonds. Il sera ensuite facile au gouvernement, si l'aide est débloquée, de prétexter "la nécessité de donner des garanties" aux Etats-Unis pour l'utiliser de manière injuste. Un débat venait justement d'être lancé dans la presse sur l'aide extérieure, dont le montant pour cette année s'élève à 740 millions de dollars. Une rapide analyse montre qu'elle est principalement destinée à soutenir la stabilisation en maintenant le taux de change. Les ressources orientées vers la relance de la production ont été très limitées. La tendance à la récession se poursuit pour la grande majorité de la population, en marge du marché en formation et de ses secteurs dynamiques. Le débat sur l'aide extérieure posait le problème de son utilisation ainsi que celui, plus global, du cadre de la politique économique. Cette discussion salutaire n'est plus d'actualité et les perdants sont ceux de toujours, les pauvres, c'est-à-dire 70 % de la population nicaraguayenne. -(ANN)

AU NOM DE NOS ANCETRES

Carmen Herrera

Managua, mai. — Hazel Law représente au Nicaragua le mouvement indigène continental qui a abandonné la campagne "500 ans de résistance indigène, noire et populaire". En 1982, elle a été emprisonnée par le gouvernement sandiniste

avec les leaders miskitos Steadman Fagoth et Brooklin Rivera. C'est la seule des trois qui soit restée dans le pays après leur libération. Ses adversaires politiques disent qu'elle s'est vendue aux sandinistes. De son côté, elle explique que ce choix lui a permis de lutter pour la cause des indigènes. De 1984 à 1989, elle a représenté les Miskitos à l'Assemblée nationale. Elle appartient aujourd'hui à la commission exécutive du Mouvement large pour la défense de l'autonomie (Mada).

PP: L'unité au sein de la campagne contre la célébration du Vème centenaire de la colonisation est-elle rompue?

Hazel Law: Cette tentative d'unité indigène, noire et populaire n'est pas née d'une discussion exhaustive au sein des secteurs sociaux et politiques sur la problématique indigène dans chaque pays. Des étapes ont été sautées au nom de l'unité. Historiquement, dans toute l'Amérique latine, les partis politiques de droite et de gauche n'ont pas inclu les revendications indigènes dans leurs programmes. Au Nicaragua, à cause du conflit sur la Côte atlantique, on a obtenu que le FSLN intègre, grâce à l'autonomie, les revendications indigènes dans sa plate-forme de gouvernement. Mais cela ne veut pas dire que le problème est réglé. Par exemple, dans la délégation nicaraguayenne aux rencontres continentales de la campagne "500 ans de résistance", il y avait des militants politiques à la place de représentants indigènes.

PP: Est-il vrai que l'unité a commencé à se rompre lors de la rencontre continentale de Quetzaltenango (Guatemala), l'an passé?

HL: Le mouvement populaire a voulu tout mettre dans un même sac, sans aborder à fond l'histoire et la problématique indigène. C'est au cours de cette réunion que l'on a officialisé l'entrée des Noirs dans la campagne. Les organisateurs doivent comprendre pourquoi le secteur indigène organisé d'Amérique a le droit de prendre la tête de la résistance, au nom de ses ancêtres, sans que cela signifie pour autant qu'il va écarter les Noirs ou le secteur populaire. Depuis 1973, le mouvement indigène, soutenu par des organisations non gouvernementales, lutte pour jouir au plan légal international de la même reconnaissance que la population noire. Cela ne veut pas dire que les Noirs soient dans une meilleure situation, mais ils ont des instruments comme la convention contre le racisme approuvée par l'ONU. Jusqu'à présent, les indigènes n'ont pas réussi à obtenir que l'ONU reconnaisse leurs particularités et exige qu'elles soient respectées. Les problèmes qui ont surgi lors de la rencontre continentale de Quetzaltenango ont à voir avec la manipulation et la tromperie dont nous avons été victimes tout au long de l'histoire. Lors d'une réunion préparatoire, la commission d'organisation a offert une représentation équilibrée d'indigènes et de dirigeants politiques. Mais lors de la rencontre nous nous sommes rendu compte qu'il y avait là, représentant la Bolivie, un indigène "folklorique" qui n'est lié à aucune organisation de son pays. De plus, nous nous sommes sentis trahis quand un délégué du Nicaragua a proposé que la rencontre de 1992 ait lieu à Cuba.

PP: A ce propos, pourquoi avoir choisi le Nicaragua comme siège de cette rencontre et non un autre pays où les indigènes sont majoritaires?

HL: Les indigènes ont rejeté l'idée de Cuba car ce pays n'a pas de population indienne. Les représentations syndicales alliées à ceux qui avaient proposé Cuba ont pensé au Nicaragua parce que dans ce pays il avait une révolution, sans prendre en compte le critère de la présence indigène. Ces attitudes reflètent le manque de maturité des organisations populaires en ce qui concerne le problème indigène.

PP: Au cours d'une réunion de la Coordination indigène continentale, à New York, vous avez décidé de vous retirer de la campagne "500 ans de résistance".

HL: Nous avons discuté du problème de la représentation et de notre désaccord avec le choix de Managua pour la rencontre de 1992. On ne m'a pas notifié le retrait de la Coordination continentale indigène; mais nous avons décidé que si nous ne parvenions pas à un accord avec les organisations syndicales et si ces dernières ne respectaient pas nos positions, nous n'avions pas d'autre solution que de nous retirer.

PP: A part ces disputes internes, que proposez-vous?

HL: Les organisations indiennes estiment que le problème indigène n'est pas conjoncturel. Le mouvement populaire veut profiter de la conjoncture, il ne veut pas réellement apporter sa contribution à une cause qui puisse provoquer le débat, établir les canaux d'une entente mutuelle. Il veut seulement faire une campagne. Et nous non, car l'année 1992 va passer et les indigènes resteront avec leurs problèmes. La question de la terre va continuer à se poser, le droit des indigènes prévaut. Nous ne pouvons pas renoncer aux espaces qui nous reviennent et nous n'acceptons pas que l'on fasse appel aux indigènes comme à une clientèle.

PP: Pensez-vous que le courant indigène puisse être une alternative véritable?

HL: L'indigénisme, comme courant anthropologique social, s'est développé mais nous estimons qu'il est fondé sur le paternalisme. Face à lui, se lève un mouvement non indigéniste mais indien. Ce n'est pas la terminologie qui est importante mais les positions et nous assistons aujourd'hui à un renouveau de l'identité indienne. Nous avons nos propres organisations qui font entendre notre voix.

PP: Etes-vous satisfaite de votre expérience comme dirigeante indigène?

HL: J'ai assumé mes responsabilités face aux aspirations de mon peuple, les Miskitos. Comme législateurs, nous avons fait notre possible pour qu'il soit représenté à l'Assemblée nationale et j'ai eu l'honneur de lutter par des voies pacifiques, tant en faveur de l'enseignement bilingue que du dialogue, condition nécessaire à l'élaboration de la loi d'autonomie de la Côte atlantique. Cette loi nous donne, entre autres, le contrôle de nos ressources naturelles, qui est aujourd'hui

un des flambeaux de la lutte des autres peuples indigènes du continent. Mais je sens qu'il nous a manqué une organisation. J'ai lutté pour sa création mais le contrôle exercé par le FSLN ne l'a pas permis. Je me demande ce qui se serait passé si, en plus de Yatama qui faisait la guerre, nous avions eu une organisation indigène représentative. Je crois que l'autonomie serait aujourd'hui plus avancée. -(ANN-Pensamiento Propio)

SEMBRANDO UTOPIA

Managua, 27 mai. — Le poète Luis Rocha, directeur du supplément culturel du quotidien *El Nuevo Diario*, l'appelle "el tremendo Sergio", ce que l'on pourrait traduire par "le formidable Sergio" (s'il fallait traduire). C'est bien sûr de Sergio Ferrari qu'il s'agit. Ce vétéran de l'ANN s'est décidé à publier un choix de ses articles et interviews sous le titre "Sembrando utopia" (Semant l'utopie *). On y retrouve le Nicaragua, le Salvador et Haïti et des grandes voix dont certaines se sont tues à jamais: Eduardo Galeano, Sergio Ramirez, Pedro Casaldaliga, Mgr Mendez Arceo, Ernesto Cardenal, Jesus Rojas, Tomas Borge, Jean Bertrand Aristide, Cesar Jerez, Victor Tirado, Henri Ruiz, Orlando Nuñez, Gregorio Rosa Chavez...

S. Ferrari explique sa démarche dans l'introduction de son ouvrage: "Ce livre est une tentative pour apporter un petit grain de sable à une grande tache collective: repenser l'histoire du Nicaragua des années 80 d'une façon qu'Eduardo Galeano a appelée sentipensante. A un autre niveau, aider à jeter un pont vers le futur, un pont où l'espérance puisse poursuivre son chemin". Claribel Alegria et D. J. Flakoll, quant à eux, écrivent dans le prologue: "S. Ferrari est devenu le chroniqueur des acquis et des vicissitudes des mouvements révolutionnaires, mais aussi des espoirs, des analyses politiques, des déclarations de foi et des doutes de leurs protagonistes. Ce livre est une sélection de pénétrantes entretiens avec des dirigeants révolutionnaires, des théologiens de la libération et des travailleurs de la solidarité au cours de la deuxième partie des années 80, quand les marées de l'histoire se retirèrent brusquement, faisant vaciller les idéologues et les dogmatiques (...) Les suppositions optimistes s'effondrèrent, les repères familiers disparurent dans les tourbillons politiques et la planète se trouva rapidement menacée par une nouvelle ère glaciaire du capitalisme néo-libéral qui garantit le cataclysme dans le tiers Monde. Ces chocs tectoniques sont très fidèlement reflétés dans les entretiens de S. Ferrari. Beaucoup des affirmations optimistes des personnalités interrogées dans les années 80 sont la lecture nostalgique de la réalité d'aujourd'hui. L'impact de ce livre nous conduit à un optimisme prudent: l'histoire n'est pas arrivée à sa fin, l'utopie n'est pas davantage inaccessible, mais les panneaux de signalisation qui marquaient le chemin ont été arrachés. Une nouvelle génération de pionniers et d'explorateurs audacieux doivent tracer des sentiers authentiquement démocratiques qui nous conduisent à la terre de lait et de miel".

Au cours de la présentation de l'ouvrage à Managua, Luis Rocha expliquait que ce livre ouvrait le débat sur les prétendues contradictions entre le pragmatisme et l'utopie. "La pensée la plus lucide est celle des utopistes car ils sont justement pragmatiques: ils acceptent d'analyser la réalité et ne perdent pas l'espoir (...) C'est une joie de semer l'utopie en compagnie de Sergio Ferrari. La liberté, la liberté, droit de l'humanité; il est plus facile de trouver des roses dans la mer, chante l'Espagnol Luis Eduardo Aute. Mais le plus agréable est que ce livre permet que les fous qui cherchent des roses dans la mer se sentent moins seuls. En le lisant, nous nous rendons compte que nous formons un joli asile d'aliénés: un asile invincible". -(ANN)

* Vous pouvez vous procurer ce livre en écrivant à S. Ferrari, Rossfeldstrasse 40, CH 3004 Berne, Suisse. Tél: (41) 31 23 76 55

LE FMLN S'ADAPTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Une entrevue avec Ferman Cienfuegos

Managua, 31 mai. — Le commandant Ferman Cienfuegos a répondu aux questions du journal *Barricada* sur l'intégration du FMLN à la lutte politique civique. Certaines positions exprimées sont celles d'un des courants de la guérilla et sont au centre du débat interne qui anime actuellement le FMLN ainsi qu'une bonne partie des mouvements latino-américains issus de la lutte armée.

Barricada: Comment le FMLN participera-t-il à l'affrontement électoral de 94 ?

F. Cienfuegos: En appuyant certaines candidatures, au niveau des présidentielles et des législatives. Il serait difficile d'avoir notre propre candidat au niveau présidentiel. Pour les législatives, nous présenterons des listes unitaires face à ARENA. Si nous unissons toutes nos forces, nous pourrions gagner les législatives. Par contre, aux municipales, je pense que nous devons présenter des candidats FMLN, pour développer une stratégie de pouvoir depuis la base.

Barricada: Tu parlais de l'intégration à une vaste coalition...

FC: Nous avons acquis la certitude que dans cette époque d'après-guerre, le pouvoir central doit être exercé d'une autre manière. Il serait difficile qu'il soit monopolisé par un seul parti et il est plus sage d'imaginer une coalition à laquelle participent toutes les forces nationales.

Barricada: Quel sera le type de structure du parti FMLN ?

FC: Cela n'est pas encore très clair. Nous ne voulons pas créer un appareil de parti avec l'idée d'un contrôle vertical. Nous voudrions qu'il ait un caractère "polycentrique" à partir

d'une base qui serait la coordination municipale. C'est une nouvelle conception de ce que la gauche doit être, bien que personnellement ce terme de gauche ne me plaise pas. Je pense qu'un parti de type national ne peut se situer au centre, à droite ou à gauche car il répond à un projet national et, en tant que tel, aux nécessités de la nation. Nous devons débattre pour décider de sa composition, savoir s'il sera ouvert ou non aux patrons, par exemple. Je pense personnellement qu'ils doivent y être représentés car ils font partie de la société. Nous estimons que le FMLN doit pénétrer le mouvement social et travailler pour lui, pour les communautés, les communes. De plus, il devra défendre les intérêts nationaux.

Barricada : Admettez-vous des gens qui n'ont pas été militants du FMLN ?

FC: Oui.

Barricada : Quelle sera votre ligne politique et idéologique ?

FC: Nous voulons impulser une révolution démocratique. Il est certain que celle-ci doit porter en germe le socialisme démocratique. Mais nous nous portons garants devant toutes les bourgeoisies du monde que ce germe n'éclora jamais, nous nous chargeons de l'étouffer dans l'oeuf, simplement on est obligés de dire ça pour que les cons qui se sont battus pendant dix ans ne nous tirent pas dessus et votent pour nous.

Barricada : Le FMLN sera-t-il un nouveau membre de l'Internationale socialiste ?

FC : Nous ne posons pas le débat dans ces termes. Nous voulons créer une idéologie pluraliste qui nous forme à la tolérance. Nous ne voulons pas imposer le concept traditionnel de dictature d'une classe sur l'autre car nous ne pourrions pas parler alors de projet national.

Barricada : En ce qui concerne le processus de paix, pourquoi pensez-vous vous retirer de la Commission de paix (COPAZ) ?

FC : Nous nous sommes retirés des réunions de la COPAZ pour attirer l'attention sur les problèmes actuels. Certains groupes militaires nous font une sale guerre et exercent un chantage sur les Forces armées ainsi que sur le gouvernement. Il s'agit d'officiers qui rejettent les accords. Le danger est que le pouvoir civil et l'Armée deviennent leurs otages. -(ANN/Barricada)

CUBA : PARIER SUR LA VIE

Stella Calloni, de La Havane

Managua, mai. — En ce moment, il existe à Cuba une forte tendance au renforcement de la démocratie. L'écrivain Abel Prieto, un des nouveaux membres du bureau politique du Parti communiste cubain, l'explique et répond aux questions

de la revue *El Dia latinoamericano*. Il souligne la dignité et l'imagination avec lesquelles le peuple fait face à la nouvelle situation.

Agé de 40 ans, A. Prieto est poète et conteur. Au cours du dernier congrès du PCC, il a été élu membre de son bureau politique. Sans doute un des effets de la "rénovation" cubaine. La polémique qui l'a opposé au quotidien du PCC, *Granma* lui a valu le respect de ses compatriotes pour sa fermeté et l'honnêteté de ses critiques. La première question que lui pose Stella Calloni fait allusion à un article de l'écrivain cubain Lisandro Otero publié en France dans *Le Monde* et qui, selon L. Otero aurait "subi des modifications à la traduction" propres à le faire passer pour un dissident.

El Dia latinoamericano : Si l'on se réfère à ce que disent Otero et beaucoup d'autres, les communistes cubains n'acceptent pas les critiques, la discussion...

A. Prieto : Nous sommes en train justement de renforcer la démocratie interne. Au cours du congrès, nous avons condamné la simulation qui se substitue au véritable débat. Des opinions différentes se sont exprimées avec beaucoup d'énergie au cours de ce congrès. Nous avons pris en compte la diversité des idées exprimées par exemple dans les milieux intellectuels.

EDL : Peut-on parler de dissidences sérieuses dans ce milieu ?

AP : Il peut y avoir une minorité qui a perdu la foi. Dans une certaine mesure, il y a une forme d'opportunisme. Certains s'acharnent à gommer leur parcours révolutionnaire pour se fabriquer une nouvelle image à usage externe, pensant sans doute que les jours de la révolution sont comptés. Ce sont des cas exceptionnels qui n'exercent pas d'influence sur les autres car les gens se rendent compte qu'il ne s'agit pas là d'une réflexion honnête.

EDL : Quels éléments de ce congrès vous ont le plus impressionné ?

AP : Les décisions d'ouvrir le Parti aux croyants, de combattre le sectarisme, l'intolérance, de défendre la liberté de débat au sein du Parti ainsi que l'autonomie des organes de gouvernement et des institutions par rapport au Parti. Un des grands problèmes que l'on a connu est que le PCC s'est mis à administrer le pays. Une autre décision courageuse a été d'instituer le vote secret et direct à l'Assemblée.

EDL : Comment se passe la "période spéciale" ?

AP : Elle est bénéfique. Après être passés par une étape très dure, nous sommes en train de guérir, je crois, de toute forme de colonialisme mental. Nous trouvons des solutions incroyables, par exemple face aux problèmes de logement et de transport dans la capitale. Le programme alimentaire a donné ces derniers mois des résultats très positifs.

EDL : Comment le Cubain de la rue considère-t-il la situation des pays d'Europe de l'Est ?

AP : Les gens tirent leurs propres conclusions. Les informations qui nous arrivent d'Europe, du Panama ou du Nicaragua donnent à penser. Que s'est-il passé au Nicaragua depuis que les alliés des Etats-Unis ont gagné les élections ? Y a-t-il eu croissance, développement, mieux-être ? Que se passe-t-il au Panama ? Il suffit de voir le président Endara faire la grève de la faim afin de recevoir de l'aide pour comprendre. Les images de chômage, de pauvreté, d'occupation étrangère disent tout. Celles qui nous viennent des autres pays d'Amérique latine où le néo-libéralisme est incapable de résoudre les problèmes sont également parlantes. A Cuba, en ce moment, s'ajoute à la question plus affective un élément rationnel objectif : quelle est l'alternative ?

EDL: Où en est le problème de l'émigration ?

AP : J'ai toujours dit que le "mur de La Havane" n'était pas ici mais aux Etats-Unis, qui ne permettent pas une politique migratoire organisée. Plus de 30 000 personnes ont leurs papiers en règle mais les Etats-Unis ne leur donnent pas de visa. Cela encourage les entrées illégales, les demandes d'asile politique. C'est un jeu. Pour entrer légalement, il faut attendre 10 ou 20 ans alors qu'avec une demande d'asile politique, on obtient immédiatement la résidence. Ici, on ne met plus aucun obstacle à ce que les gens sortent du pays.

Comment analysez-vous ce qui se passe entre les groupes cubains de Miami ?

AP : Si l'on parle par exemple des ondes, il y a plus de 30 émissions de radios représentant ces groupes mais aucun espace n'est donné à ceux des émigrés qui veulent le dialogue et la négociation. Aucun pays dans l'histoire, même aux temps de la guerre froide, n'a été soumis à cela. Récemment le théologien Frei Betto racontait qu'un meeting de solidarité avec Cuba avait été organisé à New York et que des bus pleins de Cubains y étaient arrivés. Certains, qui avaient été payés pour cela, ont tenté d'empêcher la tenue du meeting. Il existe une minorité fasciste, fanatique, qui cherche par des moyens violents à intimider ceux qui veulent le dialogue avec Cuba.

EDL: Certains avouent qu'ils comptent sur un soulèvement populaire à Cuba. Qu'en pensez-vous ?

AP : Le peuple a démontré au cours de ces premiers mois de "période spéciale" sa disposition à faire face à la situation avec créativité et à s'en sortir. Attendre un soulèvement populaire est une erreur d'appréciation. Les petits groupes appuyés depuis l'extérieur n'ont ici aucune audience. Ils n'ont pas de programme et cherchent seulement à attirer l'attention sur eux pour pouvoir sortir du pays. Je ne pense pas qu'ils imaginent sérieusement renverser la révolution. Ils veulent juste se gagner une notoriété.

EDL: Qu'est-ce qui fait la différence entre Cuba et les anciens pays socialistes ?

AP : Dans ces pays, il y avait un sentiment d'admiration indiscriminé pour le modèle yankee. Il n'y avait aucune analyse de la banalité, des aspects puérils et pauvres de la culture

des Etats-Unis. A Cuba, on n'a jamais interdit le cinéma, le meilleur et le pire de la production étrangère est arrivé ici, de même que la musique des Etats-Unis, à l'exception de certaines périodes, n'a pas été interdite. Là-bas elle était tabou et les gens en rêvaient. A Cuba, il n'y a pas eu de stalinisme. La révolution s'est faite pratiquement sans une goutte de sang. L'intelligentsia cubaine a des caractéristiques qui la distinguent de celle des autres pays socialistes. Les intellectuels sont traditionnellement engagés. A Cuba, il n'y a jamais eu vraiment de culture conservatrice. Il faut penser également aux caractéristiques propres de notre révolution : nous vivons entourés de pays où règnent la misère et l'injustice et cela nous permet de donner toute leur valeur à nos projets et à nos réalisations. Qui peut se vanter de vivre dans un pays où il n'y a pas de mendiants, où il y a un médecin pour 300 habitants et tant d'autres choses, malgré notre situation de pays assiégé ? Il y a une manière cubaine de voir la vie, une manière très spéciale, un choix pour la vie et la dignité. -(ANN/EI Dia Latinoamericano)

REPRESSION ET RESISTANCE A HAITI

Sak Pase

Managua, mai. — A Haïti, la mobilisation sociale cherche et invente aujourd'hui de nouvelles formes de lutte alors que les militaires putschistes s'accrochent au pouvoir en utilisant la répression.

Le jour des Rameaux, la messe à l'église San Miguel, dans la capitale, s'est transformée en manifestation par cantiques interposés. A la fin, le jeune Sony Esteus a été arrêté; torturé pendant plusieurs heures par la police, il souffre de multiples fractures. Dans la cathédrale, la procession des Rameaux a été plus combative encore. La Police a tiré et a procédé à l'arrestation d'une cinquantaine de personnes. Le Vendredi Saint, la procession du Chemin de Croix n'a pas été plus innocente. A Delmas, on pouvait entendre par exemple : "Vive Jésus! A bas le diable!" (comprenez : "Vive Titid! A bas Cedras!"). A Turgeau, même scénario. Le curé de Saint-Yves, le Père Joseph Athis, connu pourtant pour ses liens avec les "tontons macoutes" n'a pu retenir ses larmes en entendant cette supplique : "Jésus, Haïti ne connaîtra-t-il jamais son dimanche de Pâques? Vivra-t-il toujours et seulement son Vendredi saint?" Le samedi 18 avril, à Petion-ville, au moment où la veillée pascale allait commencer à l'église San Juan Bosco, une rafale de mitraillette a secoué les participants, qui ont cru pendant une minute à une invasion. Dans l'église de Carrefour Feuilles, on a entendu également plusieurs coups de feu pendant la messe de Pâques.

Sur le terrain politique, le premier ministre de la dictature a déclaré le 15 avril à l'occasion de l'investiture de cinq nouveaux ministres : "Nous ne négocierons pas avec les blancs", faisant allusion aux accords passés devant l'OEA. Il a fait

savoir que son gouvernement préparait l'organisation de nouvelles élections. Le président Nérette a donné des déclarations dans le même sens, précisant toutefois que l'OEA devrait d'abord lever l'embargo. Le Sénat réclame de son côté une réunion tripartite entre le Parlement, l'exécutif et l'armée. Son président a même déclaré : "Nous ne pouvons pas signer un document qui attente à la souveraineté de notre pays"!

Pendant ce temps la répression et l'injustice font loi. Le cas de Paul Jean Mario, détenu depuis le 9 novembre dernier, en est un bon exemple. Correspondant de Radio Antilles Internationale, il a été torturé pendant cinq mois. Son dossier d'accusation est un tissu d'erreurs et de contradictions, ainsi que cela a été mis en évidence par son avocat, qui a présenté une demande de mise en liberté immédiate, appuyée par le Procureur mais rejetée par la Cour. Malgré l'absence totale de preuves contre lui, il est encore en prison. Dans une lettre écrite le 21 mars, P.J. Mario pose la question de la liberté de la presse à Haïti et déclare être victime d'un "règlement de compte politique".

Depuis le coup d'Etat, la répression a fait plus de 2 000 morts et a poussé à l'exil plus de 400 000 Haïtiens. Environ 25 000 d'entre eux se sont réfugiés en République dominicaine, où ils iront grossir les rangs des travailleurs journaliers de la canne à sucre, qu'ils le veuillent ou non. Ces réfugiés qui, selon les conventions de l'ONU, devraient bénéficier d'une protection internationale, n'ont jusque-là rien reçu. - (ANN/ALAI)

LES ONG SUR LA SELLETTE

Managua, mai. — La revue *Pensamiento Propio* publie dans son numéro de mai un dossier spécial sur les ONG. L'introduction de ce rapport précise qu'il ne s'agit pas de prendre parti, mais de "démocratiser l'information" sur ce thème, sujet à controverse dans la région centraméricaine.

"Il faut ouvrir le débat pour chercher comment l'aide extérieure peut donner plus de force aux secteurs populaires (...) Il est urgent de trouver une alternative viable au modèle néo-libéral (...) On doit se demander si les organisations d'aide au développement ont formulé une stratégie de développement ou si elles sont devenues des palliatifs concédés au Sud par les gouvernements du Nord, qui en même temps accordent d'énormes ressources aux organismes financiers multilatéraux dont la fonction est de maintenir intact le nouvel ordre mondial fondé sur l'inégalité (...) Les organisations d'aide au développement devraient jouer un rôle très important dans la recherche de formes d'échange plus justes (...) Il est urgent de résoudre les contradictions qui ont opposé les organisations internationales, les organisations nationales et le secteur populaire". Telles sont quelques réflexions de la revue *Pensamiento Propio* sur la question des ONG. Un autre article du dossier précise: "Les organisations d'aide au développement peuvent s'engager dans le nouveau

panorama régional comme des institutions administrativo-caritatives, comme celles que promeuvent l'entreprise privée, les partis politiques conservateurs ou le gouvernement des Etats-Unis. Elles peuvent aussi rester en marge et impulser des projets qui représentent une alternative aux politiques officielles. Ou bien elles peuvent choisir de participer avec le mouvement populaire à la création d'un nouveau modèle de développement. La seule chose qui soit claire, c'est que la nouvelle situation régionale oblige tous les organismes de coopération à trouver de nouveaux espaces et de nouvelles sources de financement".

Nous avons publié dans notre précédent numéro le point de vue de Trish O' Kane. Nous vous proposons aujourd'hui celui de William Reuben, sociologue costaricien et ancien secrétaire exécutif du Réseau de concertation centraméricain sur le développement.

Pensamiento Propio: Est-il vrai que certaines organisations de développement sont devenues un moyen de vivre pour leurs représentants?

William Reuben: C'est comme si je disais que "certaines organisations paysannes sont devenues un moyen de vivre pour leurs dirigeants". Cela peut être vrai dans certains cas, mais on ne peut ignorer la trajectoire des organismes internationaux de coopération, leur apport, les sacrifices que beaucoup de leurs membres ont consentis et les privations qu'ils ont supportées. De fait, il est souhaitable que le travail au sein d'une organisation d'aide au développement devienne une activité professionnelle à temps complet pour être en mesure de relever les défis qui vont être lancés à l'avenir.

PP: Combien d'argent passe entre leurs mains? L'utilisent-elles correctement?

WR: Je n'ai pas de chiffre exact. Mais il faut préciser qu'il existe une très grande variété d'ONG dans la région. Certaines manipulent des ressources considérables, d'autres n'ont que de très petits projets. Certaines sont engagées aux côtés du mouvement populaire, d'autres sont les instruments des politiques officielles d'ajustement néo-libéral. En tout cas, on peut dire qu'elles gèrent une part des ressources de la coopération internationale bien inférieure à l'aide extérieure que reçoivent les gouvernements. Et cela bien que dans beaucoup de cas elles aient prouvé qu'elles sont des canaux plus efficaces et plus démocratiques que les institutions d'Etat.

PP: Que pensez-vous du verticalisme et du paternalisme dont font preuve certaines d'entre elles?

WR: La majorité des organisations d'aide au développement nées en Amérique centrale à la fin des années 70 a été créée dans la lignée des conceptions participatives de la pédagogie de la libération. Dans celles où la démocratie est mise en pratique, c'est la base qui définit ses besoins et ses priorités. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de tension avec la base. Malheureusement, dans certaines occasions, les organisa-

tions de développement ont imposé leur point de vue. Mais je pose une question: cette tension n'existe-t-elle pas entre les dirigeants populaires et leur base? Je pense qu'il faut ouvrir le débat sur le nouveau rôle que doivent jouer tant les organisations populaires que celles de développement et redéfinir le caractère de la relation qu'elles doivent entretenir entre elles. Les organisations d'aide au développement font partie du mouvement social centraméricain, elles ont acquis force et reconnaissance dans la société civile.

PP: Pourquoi ne pas laisser le mouvement populaire établir des liens directs avec les organismes financiers internationaux?

WR: Nous avons vu de nombreuses expériences dont le résultat a été négatif. Les responsables cessent d'être de bons dirigeants pour devenir de mauvais gestionnaires; ou bien, on impose des conditions aux organisations populaires à travers la relation de coopération. Pour éviter cela, il faut que l'organisation populaire fasse preuve d'une grande capacité à gérer la relation et les ressources, capacité qu'elle n'a pas toujours. De leur côté, les organisations d'aide au développement ne peuvent continuer à se considérer comme des intermédiaires; cette perspective étroite va à l'encontre de leur raison d'être. Au contraire, elles doivent travailler intensément pour jeter de nouveaux ponts, à double sens, entre les organisations de développement nationales et internationales de façon à avoir une action qui aille au-delà du simple apport financier. Elles doivent être capables d'établir une relation solidaire entre les sociétés civiles centraméricaines et les pays du Nord qui ont davantage d'influence dans la prise des décisions affectant notre développement économique et social.

PP: Si elles cessent d'être des intermédiaires, que vont devenir les organisations d'aide au développement?

WR: Elles doivent apporter des ressources institutionnelles, être une source d'information pour le mouvement populaire, un instrument de formation, le réseau où s'échangent les expériences. Elles doivent pouvoir rechercher, systématiser et formuler des propositions alternatives; elles doivent permettre le développement et la consolidation des organisations démocratiques du mouvement populaire.

PP: Quelle peut être à l'avenir leur relation avec l'Etat?

WR: Pour moi, l'essentiel est qu'elles ne deviennent pas les exécutrices efficaces et bon marché des programmes et des projets de compensation sociale. Aux côtés du mouvement populaire, elles doivent gagner un espace pour proposer et prendre des décisions relevant de la politique sociale au sein de l'Etat. Il ne s'agit pas de se substituer à l'Etat, comme le dit le néo-libéralisme dans son désir ardent de privatiser. Il faut démocratiser la prise de décisions et faire participer les citoyens; c'est dans ce domaine que les organisations de développement ont un rôle important à jouer (...) Dans le modèle néo-libéral, l'Etat se centralise et l'on veut concentrer la représentation de la société civile en peu de mains, les "mains invisibles" qui contrôlent le marché. Nous ne pouvons permettre cela. -(ANN/Pensamiento Propio)

LE DERNIER ARRET AVANT RIO

Managua, mai. — Le Comité préparatoire de la Conférence internationale de l'ONU sur l'environnement et le développement, qui se tiendra dans les prochains jours à Rio de Janeiro, s'est réuni pour la quatrième et dernière fois début avril. Il est parvenu à avancer sur environ 85 % des points qui constitueront l'*Agenda 21* (ensemble de résolutions d'action à l'échelle planétaire pour le XXI^{ème} siècle) et les autres conventions qui devraient être signées. Mais les 15 % qui restent et devront être négociés à Rio sont de loin les plus problématiques.

FINANCES: Aucun accord sur le mécanisme pour financer les actions de l'*Agenda 21* et les autres conventions, entre autres celles sur l'altération du climat et la biodiversité. Ce sera sans doute le point le plus dur à régler à Rio.

ALTERATION CLIMATIQUE: La principale question à régler est celle des actions et des délais en ce qui concerne l'émission de CO₂, les Etats-Unis s'opposant à prendre des mesures, y compris celles qui tendent à limiter la consommation de combustibles fossiles.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE: Le Nord et le Sud sont divisés sur le transfert de technologies saines dans le tiers monde. Les premiers posent le problème en termes d'échanges commerciaux. Les seconds avancent l'argument qu'ils ne peuvent obtenir ces technologies qu'à des tarifs préférentiels. Autre aspect non résolu: la façon de préserver les droits de propriété intellectuelle sans empêcher l'accès à ces technologies.

CONSOMMATION: En général, on a l'impression d'un manque de volonté du Nord, en particulier des Etats-Unis, pour traiter sérieusement cette question. La super-consommation du Nord et les besoins essentiels non satisfaits du Sud exigent une restructuration de l'utilisation du capital naturel et un changement dans la façon de vivre. Peu de pays étaient préparés à aborder ce thème. On a même entendu une rumeur selon laquelle le Nord et le Sud étaient parvenus à un accord, le Nord s'engageant à ne pas mettre sur le tapis la question de la croissance démographique en échange de quoi le Sud n'aborderait pas celle de la consommation. Quoiqu'il en soit, il est clair que la délégation des Etats-Unis s'est constamment opposée à tout texte qui remette en cause l'*american way of life*.

ECONOMIE INTERNATIONALE: De nouveau, on note un manque de volonté du Nord pour aborder le thème des changements structurels dans l'économie mondiale susceptibles de stimuler un développement compatible et durable. Beaucoup pensent que la Conférence de Rio devrait décider de réformes qui permettent de renverser le flux des ressources Sud/Nord, améliorer les termes de l'échange et réduire la dette du Sud.

MULTINATIONALES: Non seulement le Sud n'a pu obtenir une réglementation, mais encore le résultat a été le démantèlement du Centre de l'ONU pour les multinationales.

SANTE ET SECURITE: Les Etats-Unis se sont opposés aux articles mentionnant les activités des armées et des multinationales qui menacent la santé et la sécurité ainsi qu'à toute référence à une réglementation internationale sur la sécurité biotechnologique. Autres points non résolus: les déchets radioactifs et le trafic international des déchets dangereux. Les Etats-Unis ont rejeté tout texte faisant allusion à l'impact écologique des activités militaires, des déchets militaires et tendant à interdire les essais nucléaires.

BIODIVERSITE: Aucun accord sur l'accès et la propriété des ressources de la biodiversité (C'est entre autre le problème de la répartition des bénéfices dérivés du traitement scientifique de la faune et de la flore existant dans les pays du Sud, NdT).

FORETS: Division Nord/Sud sur de nombreux aspects, entre autres celui de la souveraineté nationale sur les ressources forestières et leur libre commerce.

INSTITUTIONS: Peu d'idées novatrices, cependant la question des conventions internationales nécessaires à l'application de l'*Agenda 21* a pu être cernée par différentes propositions, notamment celle d'une surveillance par le Conseil économique et social, l'autre par une Commission du développement compatible qui aurait également à sa charge la surveillance des autres conventions.

LA LETTRE DE LA TERRE: On l'appelle désormais la *Déclaration de Rio*. C'est le seul texte sur lequel il y ait consensus. Le Nord insistait sur une déclaration courte et générale sur l'écologie, le Sud souhaitait poser le problème du développement et élaborer un texte plus détaillé qui oblige le Nord à assumer ses responsabilités. Un moyen terme a été trouvé. -(ANN/ALAI)

CONFERENCE DE RIO: LES MYTHES DU DEVELOPPEMENT COMPATIBLE

Isabel Carvalho (*)

Managua, mai. — Le bulletin d'information de l'Agence latino-américaine d'information (ALAI) a publié une série de services spéciaux à propos de la Conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement. Nous vous proposons, quelque peu résumée, une réflexion sur la notion de *développement compatible et durable* qui soutend les travaux de la Conférence.

Le concept de développement compatible et durable est utilisé comme un nouveau projet de société qui garantit la survie des peuples et de la nature. Il comporte la promesse de concilier justice sociale, croissance, marché et préserva-

tion de l'environnement. Il devient une catégorie clé, conciliant les intérêts du Nord et du Sud, une voie commune où convergent les écologistes, les spécialistes du développement, les économistes, les agences financières multilatérales, les grandes entreprises. C'est pour cela qu'il faut aborder ce concept avec beaucoup de prudence.

Cette notion du développement associe l'idée de progrès, de bien-être, dans un sens évolutif unilinéaire selon lequel les peuples pourraient être classés sur une échelle qui va du retard au progrès, du traditionnel au moderne ou du sous-développement au développement. Elle suppose un modèle vers lequel avancent tous les peuples. Tout ce qui ne lui correspond pas est condamné à la disparition. Mais ce développement unilinéaire est en fait l'imposition de l'idéal d'une société sur beaucoup d'autres qui ont perdu le pouvoir de s'affirmer, le droit d'exister. De la lutte des cultures indigènes à la lutte des classes, ce qui est en jeu est la survie physique et culturelle, le droit à l'existence comme acteur politique et sujet de droit. La chaîne des conflits nés de la résistance à ce modèle dominant révèle le caractère exterminateur du projet.

L'idéal "développementaliste" a été dessiné dans les années 50. Associé à l'affirmation du projet capitaliste et de l'hégémonie étatsunienne, un ensemble d'idées-force s'est constitué et a ouvert la voie à des politiques de développement qui postulent la modernisation des sociétés dites "retardées" avec pour paradigme la société étatsunienne. Les objectifs politiques: ouvrir de nouveaux espaces à l'expansion du capitalisme et élargir l'hégémonie étatsunienne pour bloquer l'avancée des pays de l'Est.

On offrait ainsi aux sociétés périphériques un projet d'avenir qui visait à les faire entrer dans le bien-être et la consommation. Pour cela, il fallait croître économiquement et se moderniser, même si cela imposait des sacrifices. Avec ce mythe, on a créé un réseau de domination politique et économique. L'expérience a prouvé l'incompatibilité sociale et écologique de ce projet: la grande concentration de la richesse et l'augmentation de la pauvreté absolue dans les pays où vit la majorité de la population de la planète, au delà du problème de l'environnement, ne laissent aucun doute.

Les qualificatifs de compatible et durable appliqués au développement renvoient à l'idée d'un équilibre qui se maintient sans usure dans le temps. Ils expriment une façon d'organiser la vie sociale et créent l'expectative d'une société en accord avec la nature, sans conflits sociaux qui mettent en danger sa reproduction. Cet idéal de stabilité se fonde très souvent sur des notions statistiques de la société et du monde naturel. Ces caractéristiques ne peuvent s'appliquer ni aux relations sociales ni aux cycles naturels, et encore moins quand il s'agit d'en trouver le point de convergence et de les transformer en engrenage synchronisé. Si l'on considère que le monde naturel, le travail humain et l'ordre social forment un ensemble où ils se déterminent mutuellement et constituent un système de relations peu harmonieuses, traversé de tensions et de conflits et toujours susceptible de changements imprévisibles, l'idée de compatibilité durable requiert un traitement

plus rigoureux. Bien qu'ayant des airs de nouvelle utopie, le projet de développement compatible a été conçu dans la sphère de l'économie et c'est avec cette référence que le social y est pensé. La nouveauté est l'introduction de la nature dans la chaîne de production. Alors que dans la théorie économique classique, la nature non transformée par le travail humain est sans valeur, le développement compatible intègre ce qui était considéré comme un "bien libre" et lui attribue un coût comptabilisé dans la production. La nature devient un capital et l'on voit naître une sorte d'économie écologique.

Les coûts de l'environnement ne peuvent alors être évités et devront être payés. Il y a deux possibilités: ils le sont par certains secteurs de la société ou bien par l'entreprise.

MONETARISATION DE L'ENVIRONNEMENT

Cet aspect a suscité diverses propositions visant à établir de nouveaux mécanismes de marché où la production est conditionnée à la capacité des ressources naturelles à supporter les dommages. Impôts à la pollution, quotas pour l'émission de produits contaminants, licences pour contaminer, intégration dans les coûts de production de la valeur des biens naturels et des droits écologiques affectés. Toutes ces mesures peuvent avoir des effets à court terme mais non renverser la logique prédatrice du marché, sans parler des conséquences sociales de ces coûts additionnels: si la dynamique actuelle se poursuit, leur transfert à la société ne peut que creuser les inégalités. De toute façon, ces mécanismes du marché laissent à désirer quant à une régulation. Au contraire, ils légitiment le droit de dégrader, qu'on peut acquérir grâce à des licences et des impôts. En attribuant une valeur aux biens naturels, ils les transforment, ainsi que la qualité de la vie qui leur est associée, en valeur monétaire. Ils peuvent être ainsi sujet à indemnisation en cas de préjudice. Mais la destruction de la nature, des sources de vie et des populations qui en dépendent ne peut être compensée par un paiement. C'est justement cette logique qui a provoqué en grande partie la crise actuelle.

Ce qui se fait jour dans ce mouvement, c'est l'hégémonie du discours économique, qui s'instaure de plus en plus comme le lieu de production des vérités et des formules scientifiques d'organisation de la vie sociale. Même si les mécanismes du développement compatible parviennent à limiter l'impact de la production et de la consommation sur les ressources naturelles, ils ne sont que des dispositifs conçus dans une rationalité économique alors qu'ils devraient avant tout être soumis aux décisions politiques de la société.

LA PRIORITE SOCIALE

Il faut changer la prémisse qui fonde cette pensée où l'économie prévaut et où se trouve enfermé le débat sur le développement. L'économie ne doit pas être prise comme l'instrument qui institue le champ social, mais elle doit au contraire être au service de la société. Les choix pour l'avenir doivent être faits essentiellement dans le champ politique. Nous observons aujourd'hui de nouvelles formes de mercantilisation

de la vie, nées justement de la conscience que les ressources naturelles sont limitées. Les investissements, de plus en plus importants, destinés à dépasser ce problème des limites par de nouvelles technologies, peuvent conduire à l'appropriation privée des progrès scientifiques. Par exemple, le Congrès brésilien étudie un projet de loi sur la propriété industrielle qui, s'il est approuvé, restreindra encore davantage le contrôle des agriculteurs sur les sources génétiques permettant d'obtenir de nouvelles variétés animales et végétales. La communauté perdrait ainsi le contrôle sur le premier échelon de la chaîne alimentaire et serait obligée de payer des royalties et d'acheter des licences pour utiliser ces ressources.

La biodiversité peut être menacée si elle devient un terrain stratégique pour le développement de la science et de l'industrie. Si ce patrimoine de l'humanité est sous le contrôle d'un nombre réduit d'entreprises, s'il est soumis à la logique utilitaire, la diversité de la nature sera profondément remise en cause. C'est une erreur de réduire le développement compatible à une nouvelle mesure d'efficacité et de productivité. Si la nature devient un coût intégré à la production, on risque d'entrer dans une étape de dispute pour le capital écologique sans changements politiques. Un modèle politiquement alternatif de développement requiert d'autres critères.

LA DIVERSITE DEMOCRATIQUE

La démocratie, l'autodétermination, le respect de la diversité culturelle et de la biodiversité de la nature, la participation politique des citoyens sont des choix politiques. Quand la question du développement est dissociée de la logique économique, elle entre dans le champ de l'éthique. Le débat se réfère alors à des valeurs qui déterminent ce que sont les besoins humains, de quelle humanité et de quelle société il s'agit et quelles sont les conditions historiques et matérielles de sa réalisation. Le développement que nous voulons est celui qui permet aux peuples et aux groupes sociaux de définir leur besoins et de gérer la diversité sans perdre de vue l'ensemble de la société. Si l'on envisage un axe démocratique plurilinéaire, le développement ne sera plus la marche de tous dans une même direction, mais la reconnaissance et l'articulation de différentes formes d'organisation, de demandes différenciées. La capacité de garantir la survie des générations présentes et futures dépend de la capacité à construire un modèle riche en alternatives qui puisse faire face, avec de nouvelles solutions, à la crise sociale et écologique actuelle. Seule la large participation de la société peut rendre ce modèle viable. -(ANN/ALAI)

(*) Chercheuse brésilienne. Texte repris par ALAI de la revue "Políticas governamentais", Rio de Janeiro, nov-déc 1991

LA PROPOSITION DU NICARAGUA A RIO

Managua, 3 juin. — Il y a deux ans, une entreprise étatsunienne a importé au Honduras des caisses usagées radioac-

tives. Il y a un mois, une autre a tenté sans succès d'évacuer des excréments au Nicaragua. Mais le Guatémala vient de les accepter, ainsi que des déchets industriels, domestiques et agricoles. Ce n'est qu'un aspect du problème écologique vécu par les pays centraméricains, pour qui il est difficile de résister quand il y a de l'argent à la clé. On pourrait évoquer aussi la capture et la vente d'animaux dont certains sont en voie de disparition ou la coupe et la vente de bois de chauffage, les deux dernières activités possibles avant la mort par inanition et qui croissent au rythme du chômage. Le Nicaragua présentera une proposition à la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement. Ce texte pourrait devenir commun aux pays de l'isthme, puisque Violeta Chamorro va le soumettre à ses homologues lors du sommet des présidents centraméricains qui débutera le 4 juin à Managua. Ce document a été élaboré par un comité interministériel sous l'autorité de l'Institut des ressources naturelles (Irena) et n'est en rien le fruit d'un débat national. Il prouve une fois de plus que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Nous vous proposons l'essentiel de la proposition nicaraguayenne, publiée dans *Barricada*.

Le Nicaragua se propose de promouvoir un modèle de développement compatible et durable fondé sur la participation démocratique, la justice sociale, la préservation de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Sa stratégie fixe les objectifs suivants:

- Contribuer à éliminer l'extrême pauvreté, réduire la pauvreté critique et élever le niveau et la qualité de la vie de la population en améliorant l'environnement, en offrant des alternatives d'emplois productifs et en augmentant l'offre de biens et de services
- maintenir la biodiversité en préservant la faune et la flore
- utiliser de façon rationnelle les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables
- augmenter l'offre de biens et services pour la consommation intérieure et les exportations, en particulier les exportations de produits non traditionnels
- contribuer à un développement des territoires et établissements humains compatible avec la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. On devra particulièrement insister sur la décentralisation de Managua et le développement de la Côte Atlantique.

Pour atteindre ces objectifs, le document évoque un ensemble de décisions:

- Utilisation intégrale et compatible des ressources naturelles et de l'habitat dans une nouvelle relation économie/nature
- application d'un nouveau schéma énergétique compatible avec la préservation de l'environnement et visant à réduire la dépendance (énergie hydraulique, géothermique et biomasse)

- application d'un nouveau modèle de développement agricole qui intègre la composante écologique dans les plans d'ajustement structurel
- promotion d'un développement rural intégral qui préserve l'environnement et d'un développement forestier intégral
- promotion de la pêche et de l'écotourisme
- promotion d'action de développement social compatible avec l'environnement
- nouvelle éducation passant par le renforcement de l'identité culturelle, les activités participatives visant la conservation de la nature et la promotion de la santé par l'assainissement de l'environnement
- modernisation de l'Etat, plan de remise en ordre territoriale et actualisation de la législation concernant l'écologie. -(ANN/Barricada)

EN BREF

DES BLINDES CONTRE LES RECOMPAS. Les 21 et 22 mai, des troupes spéciales de l'Armée et de la Police, appuyées par des effectifs en hélicoptères et chars blindés, sont intervenues dans les propriétés de la région de Leon-La Paz Centro occupées depuis des mois par d'ex-membres de l'Armée. Ces *recompas*, qui étaient une quinzaine par propriété, ont évacué les lieux sans opposer de résistance armée. Ils ont rappelé qu'ils n'avaient rien reçu après leur licenciement par l'Armée et que l'occupation était leur ultime recours contre la faim.

QUELQUES MIETTES POUR LES GREVISTES DE LA FAIM. La grève de la faim des ex-militaires invalides de guerre qui réclamaient des terres a duré 17 jours. Le commandement général de l'Armée a finalement accepté de les rencontrer et leur a promis la remise de quelques hectares dans les jours qui viennent. Les ex-militaires continuent néanmoins à dénoncer l'injustice qui a présidé à la répartition des terres parmi les anciens officiers de l'Armée.

MORTALITE MATERNELLE. La pauvreté, le manque d'éducation et les carences du système de santé sont les causes principales du fort pourcentage de mortalité maternelle. Le centre de santé des femmes, Ixchen, demande que le gouvernement prenne en charge les frais médicaux de grossesse. La première cause de mortalité maternelle est l'avortement, pratiqué le plus souvent dans de mauvaises conditions du fait de son interdiction. Selon l'avis du Comité d'interruption de grossesse de la maternité Bertha Calderon, il doit pourtant continuer à être interdit, sauf en cas de danger mortel pour la femme.

AFFREUX, SALES ET PEUT-ETRE MALADES. Plusieurs employés de maison, jardiniers et femmes de ménage travaillant chez des particuliers ont reçu leur feuille de licenciement. Motif : ils vivent dans des quartiers où sévit l'épidémie de choléra. Celle-ci a affecté jusque-là plus de 160 personnes.

ON BRADE. Le gouvernement a offert à des capitalistes mexicains de leur vendre 25 entreprises nationales en échange du rachat de la dette extérieure du Nicaragua envers le Mexique, qui s'élève environ à 532 millions de dollars.

DES ARCHIVES...QUELLES ARCHIVES? L'affaire Guthrie-Hooker (voir bulletin 266) n'est toujours pas réglée sur la Côte Atlantique en l'absence d'une décision de la Cour Suprême. Des membres du Conseil régional de l'Atlantique Sud ont exhorté celle-ci à rendre rapidement son verdict car Guthrie, qui devrait perdre son poste de gouverneur en vertu du résultat des élections, s'est consacré au cours de ces dernières semaines à la destruction et falsification des archives du pouvoir régional, afin de couvrir les vols et actes de corruption commis durant son mandat.

SALE TEMPS POUR LA BANANE. La chute brutale des prix internationaux de la banane et les restrictions à l'importation que veut imposer le marché européen provoque une crise au Nicaragua. Les nouveaux prix européens couvrent à peine les frais de production. Cette année, les exportations pourraient être fortement réduites, une situation qui affecterait l'emploi d'une partie des 4 000 travailleurs de ce secteur.

LE VERT SOURIRE, "*La verde sonrisa*", est le nom du nouveau centre d'accueil pour les enfants de la rue, qui vient d'ouvrir ses portes à l'occasion de la Journée internationale de l'enfant. Fondé par le commandant Tomas Borge, ce centre répondra aux besoins des enfants en matière de santé, d'éducation et de loisirs. Le Centre nicaraguayen des droits humains a alerté l'opinion sur la situation dramatique vécue au Nicaragua par une forte proportion d'enfants : plus d'un quart d'entre eux (500 000) se trouvent dans des conditions extrêmement difficiles; 19 000 vivent et travaillent dans la rue.

LA SEMANA COMICA, l'hebdo satirique honni par l'Eglise du cardinal Obando, la droite, certains dirigeants sandinistes et, parfois, par les féministes fermera ses portes pour des raisons essentiellement financières. Ses ventes n'ont fait que chuter du fait de la baisse du pouvoir d'achat de ses lecteurs et à la suite de la mort, en 1990, de son ancien directeur, le dessinateur Roger Sanchez. De plus, cet hebdomadaire a été systématiquement boycotté par les entreprises et les institutions qui ne lui ont pas acheté d'encart publicitaire alors que cela représente une des principales ressources de la presse.

EL SALVADOR. Le FMLN a informé le gouvernement qu'il "gelait" l'application des accords jusqu'à ce que la lumière soit faite sur l'attentat dont a été victime un des gardes du corps de sa direction. Cet attentat, d'après la manière dont il a été réalisé, est l'oeuvre d'un groupe paramilitaire et non de "délinquants" comme le prétend le président Cristiani.

EL SALVADOR. Le 23 mai, le FMLN s'est constitué officiellement en parti politique. Son slogan : "*Le FMLN avance*". Des dizaines de milliers de combattants et de sympathisants s'étaient rassemblés à San Salvador pour participer à cet événement, auquel assistait le responsable de la délégation de l'ONU au Salvador.

EL SALVADOR. La justice salvadorienne et un groupe d'observateurs étrangers ont ouvert l'enquête sur le massacre d'un millier de paysans dans le département du Morazan en 1981. L'unique survivante de la communauté d'El Mozote a témoigné sur les conditions du massacre, perpétré par les troupes militaires d'élite Atlacalt qui soupçonnaient les paysans d'aider la guérilla. Sur les lieux de la tuerie, une plaque a été posée par les familles des victimes : "*Ils ne sont pas morts, ils sont avec nous. El Mozote réclame justice!*"

GUATEMALA. Plusieurs journalistes ont choisi le silence ou l'exil après avoir reçu des menaces de mort ou avoir été victimes d'attentat de la part de groupes paramilitaires.

HAITI. Alors qu'il y a quelques jours le président Aristide a appelé les militaires à chasser les putschistes par un nouveau coup d'état, le gouvernement illégal de Joseph Nérette vient de nommer Marc Bazin au poste de premier ministre. Le secrétaire général de l'OEA Joao Baena Soares a déclaré que cette décision était un degré de plus dans le coup d'état et la négation de la volonté populaire.

HONDURAS. 5 000 paysans sans terres se sont lancés dans des occupations de propriétés privées et menacent d'organiser une grande marche sur la capitale si le gouvernement n'applique pas la loi qui prévoit la distribution des terres non cultivées. 300 000 familles paysannes sont sans ressources. Certains latifundistes du nord du pays ont réagi aux occupations en faisant tirer sur les paysans.

UN NOUVEAU SOMMET D'ENNUI? Le sommet des présidents centraméricains commence le 4 juin à Managua. Il portera sur l'intégration économique des pays de l'isthme et sur la question écologique. Certains ministres des Affaires étrangères ont déclaré que ce sommet mettrait fin au processus de paix d'Esquipulas qui a débuté en 1987. -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; institutions
1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875 — Fax: 505 2 668870